

## Jean-Baptiste André Godin à Adolphe Demeur, 10 décembre 1862

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Informations sur le document source

CoteFG 15 (4)

Collation4 p. (278r, 279r, 280r, 281r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Adolphe Demeur, 10 décembre 1862, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 12/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/29805>

### Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[10 décembre 1862](#)

Lieu de rédactionGuise (Aisne)

Destinataire[Demeur, Adolphe \(1827-1892\)](#)

Lieu de destination19, rue des Minimes, Bruxelles (Belgique)

## Description

Résumé Sur le rapport d'expertise de l'affaire Cappelmans. Godin veut établir que l'usine Cappelmans [Cappellemans] est seule responsable des dégâts advenus en 1859 aux terrains qu'il avait consacrés à l'horticulture, où il avait édifié une serre et des châssis, fait pousser mètres d'espaliers de pêcheurs et d'abricotiers, et qu'il a été obligé d'abandonner. Les experts mettent en cause le sol, sans raison selon Godin qui incrimine les fumées et les gaz d'une cheminée de l'usine Cappelmans qui a été abaissée. Il fait valoir que Cappelmans pourrait dédommager la Ville de Bruxelles pour la perte d'arbres bien plus éloignés que les siens.

Notes Une numérotation manuscrite est copiée dans la marge du folio : « 252/325 ».

## Mots-clés

[Agriculture](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Jardins](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Cappellemans \[monsieur\]](#)

Lieux cités [Bruxelles \(Belgique\)](#)

## Informations biographiques sur les correspondant·es et les personnes citées

Nom Bruxelles (Belgique)

Genre Bruxelles (Belgique)

Pays d'origine Bruxelles (Belgique)

Activité Bruxelles (Belgique)

Biographie Bruxelles (Belgique)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 15/07/2022

Dernière modification le 20/08/2025

Quin le 10 ybre 1862

278

2/2  
31

Mon cher Demme

Je s'ens de recevoir communication  
du rapport des experts dans l'affaire Capulomans  
je suis bien de trouver un rapport suffisant pour  
moi mais mon adversaire ne le trouve  
sans doute pas plus satisfaisant pour lui  
il faut donc le prendre comme il est  
le point important est de bien établir  
que c'est l'usine Capulomans et l'usine  
Capulomans seule qui a été cause des  
degats que l'expert a établis

✱ Les experts font remarquer qu'en ce  
qui concerne les légumes et les fleurs le degat  
n'est que momentané qui ne nuit  
de rien de ce chef. faudrait il tirer  
la conséquence que par cette raison le fait  
de ce préjudice n'a aucune importance  
il y a bien je pense de risque ici la suite  
du rapport et ne saurait pas seulement pour  
moi alors de seul dommage du moment il s'agit  
de l'alternative dans laquelle je me trouverais  
qu'après avoir eue une propriété assez  
considérable aux travaux de horticulture  
dans laquelle j'avais fait construire un  
serre et des chassis sur lequel important  
étais de la suite de perdre totalement le  
fruit en étant obligé d'abandonner un



279

trop compromis pour l'avenir des esprances  
est en effet ce qui est arrivé l'année suivante  
le mauvais état de tout ce qui existait dans  
le jardin me obligea à fermer la serre et  
à me débarrasser avec une perte de 3 ou  
4 mille francs de toutes les <sup>plantes</sup> que j'y avais fait  
entrer ce n'était donc qu'une prime de perte  
nature de légumes et valeur de bois quand il  
s'agissait de faire établir une dépression de  
la propriété par impossibilité ou lésine capotage  
me mettait en l'air de continuer la culture  
sur le pied ou j'avais voulu la mettre, cette  
dépression est elle facilement établie de au sein  
de régler en 1663 sur un état de chose qui  
est passé en 1669 la chose avait été  
inamovible alors

quand aux fruits les exportes renommés  
qu'ils sont tombés aussitôt remis quand au  
contraire la récolte a été abondante partout ailleurs  
et pourtant ils ne vivent plus que le préjudice  
de la perte de la récolte de ces fruits, en arboriculture  
il est pourtant évident que des arbres ne  
peuvent recevoir de semblables atteintes d'un air  
vicié sans souffrir beaucoup dans leur santé  
et il est établi qu'un arbre ne peut être dépouillé  
de ses feuilles pendant la végétation sans  
que cela entraîne son prompt épuisement  
et très souvent sa mort au bout de deux  
ans, aussi qu'est-il arrivé dans ma propriété  
quand je lui ai été tous les arbres en état  
admirables les murs étaient couverts de

280  
sans rapport aujourd'hui il n'est  
que des arbres souffrants - et presque  
tous les pichers et abricotiers sur plus de  
500 autres rapportiers sont morts ou  
mourants.

Les experts ont de la peine à attribuer cet  
état de chose à la nature du sol rien ne  
justifie cette assertion et ce qui prouve  
le contraire est que les arbres abricotiers derrière  
les grands bâtiments de la rue de la gare  
sont dans de très bon rapport et se portent bien  
que les experts se refusent à attribuer le  
déperissement des arbres à la proximité de  
la ligne de la gare, rapportiers et aux gaz qui en sont  
sortis, et le raisonnement est que si ce n'est pas du  
mauvais qu'ils affirment qu'on ne voit rien de  
particulier des vapeurs au-dessus des bâtiments en même  
temps que ceux qui arrêtent <sup>et arrêtent</sup> tous les pichers et  
bourgeois des arbres au moment où l'on  
démontre en les prenant une partie de leur  
feuille, qu'ils affirment que qu'il n'y a là  
d'autre dommage que la perte de la  
feuille et la grande erreur qui tient  
à des constatations trop hâtives.

Les experts ne peuvent affirmer de visu  
que la ligne rapportiers soit cause de dommages  
causés dans ma propriété, mais une preuve  
ne peut elle pas résulter de ce que la commune  
sachant de l'existence constatée de ce que les  
arbres qui bordent le canal à de très plus  
grandes distances sont devenus très malades.



281  
la même cause et que M<sup>r</sup> Cappelmann est  
devenu approuvé à en payer la valeur est  
la en fait que j'ai entendu approuver et qu'il  
serait si très assez important d'établir car  
si M<sup>r</sup> Cappelmann doit des indemnités  
à la ville pour des arbres bien plus éloignés  
pourquoi ne payer il a <sup>à admettre</sup> ~~un~~ <sup>premier</sup> ~~premier~~ qui  
il y en a eu les premiers effets de des dépenses  
corrélatives périraient par la même cause

en somme les experts reconnaissent que  
des viges ont été commis en 1839 dans  
ma propriété mais que les éléments d'appréciation  
nécessaires pour affirmer d'une manière positive que  
a soit le fait de l'ancien cappelmann leur manque  
ils admettent néanmoins que les vents ruyants de  
ville y aient été une forte présomption. les  
témoignages en commission de police ou plutôt son  
procès verbal puisqu'il est mort et les témoignages de ceux  
qui ont été les faits alors ne peuvent être  
être suffisants il faut faire en sorte qu'il en soit  
ainsi

avec un dévoué

Coen